



Créateur de lieux à vivre sains & durables

Marché de Services

**Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la
rénovation thermique de logements locatifs
sociaux dans les départements du Cher (18) et du
Loiret (45)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MAPA

Sommaire

Article 1 : Parties contractantes	4
Article 2 : Procédure de passation et technique d'achat	4
Article 3 : Objet du marché	4
Article 4 : Durée	5
Article 5 : Pièces du marché	5
Article 6 : Dispositions générales	6
6.1 : Forme du prix	6
6.2 : Décomposition en lots	6
6.3 : Tranches optionnelles	6
Article 7 : Description des prestations	6
7.1 : Description	6
7.2 : Délais d'exécution	9
7.3 : Prolongation du délai d'exécution ou sursis de livraison	9
7.5 : Accès au site	10
7.5.1 : Accessibilité aux bâtiments	10
7.5.2 : Prise de contact avec les locataires	10
7.5.3 : Déplacement de mobilier	11
7.4 : Contrôle de la prestation	11
Article 8 : Modification du marché en cours d'exécution	11
8.1 : Limites à la conclusion d'avenant	11
8.2 : Changement de TITULAIRE en cours d'exécution du marché	12
8.2.1 : Cession de l'activité du TITULAIRE	12
8.2.2 : Impossibilité définitive de poursuivre l'exécution du marché	12
8.3 : Adaptation du marché aux évolutions des besoins du POUVOIR ADJUDICATEUR	13
8.4 : Restructuration du POUVOIR ADJUDICATEUR	13
Article 9 : Obligations particulières	13
Article 10 : Restitution des livrables	13
Article 11 : Sous-traitance	13
11.1 Agrément du sous-traitant	14
11.2 Paiement du sous-traitant	15
11.2.1 Sous-traitance de montant inférieur à 600 euros TTC ou sous-traitance indirecte	15

11.2.2 Sous-traitance directe de montant égal ou supérieur à 600 euros TTC	15
Article 12 : Assurances et Responsabilités	15
Article 13 : Réparation des dommages	16
Article 14 : Documents nécessaires à l'attribution et conformité administrative en cours de marché	16
14.1 Plateforme E-ATTESTATIONS	16
14.2 Documents nécessaires à l'attribution et conformité administrative en cours de marche	16
Article 15 : Prix – Modalités de règlement	17
15.1 Définition du prix	17
15.2 Evolution des prix	18
15.3 Délai de paiement	18
Article 16 : Pénalités	18
16.1 Pénalités pour retard	18
16.2 Pénalités pour non-fourniture de document	18
16.3 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles	18
16.4 Autres sanctions en cas d'inexécution du marché	18
Article 17 : Résiliation	18
17.1 Résiliation de plein droit	18
17.2 Résiliation aux torts du PRESTATAIRE	19
17.3 Résiliation aux torts du POUVOIR ADJUDICATEUR	19
Article 18 : Marchés de prestations similaires (marchés de services uniquement)	19
Article 19 : Election de domicile	20
Article 20 : Notification	20
Article 21 : Règlement des différends	20
Article 22 : Obligation de confidentialité	20
Article 23 : Protection des données personnelles	21

Article 1 : Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

FRANCE LOIRE

Dont le siège social est situé au 33 Rue du Faubourg de Bourgogne à ORLEANS (45000)
Immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 673 720 744
Représentée par M. Morgan BLIN, en sa qualité de Directeur Général.
Ci-après désigné par les termes « POUVOIR ADJUDICATEUR ».
D'une part

Le soumissionnaire, dont l'offre aura été acceptée et signée,
Ci-après désigné par les termes « TITULAIRE » ou « PRESTATAIRE »
D'autre part

Article 2 : Procédure de passation et technique d'achat

La présente consultation est organisée selon la procédure suivante : Il s'agit d'un Appel d'offres ouvert mentionné aux articles L 2124-2 et R 2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, à tout moment jusqu'à la signature du marché, de ne pas donner suite à la présente consultation et de mettre fin, sans indemnité, au processus de contractualisation pour des motifs d'intérêt général.

Article 3 : Objet du marché

Le présent marché concerne Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la rénovation thermique de logements locatifs sociaux dans le département du Cher (18). Les travaux sont estimés pour un coût total de 3,48 M€ HT.

	Nombre Patrimoine	Nombre Lgts	Chiffrage lots
Tranche ferme	33	71	3 195 000 €
Tranche optionnelle	1 à 12	1 à 18	45 000 à 810 000 €
Total	45	89	4 005 000 €

Une recherche technico-économique du programme de la part du prestataire devra permettre d'optimiser les coûts des travaux y compris en fonction des classes énergétiques atteignables tout en étudiant les différentes subventions mobilisables. Pour ce faire, il devra justifier de compétences en études thermiques et économiste du bâtiment.

Les sites concernés relevant de la réglementation amiante, l'assistant à maîtrise d'ouvrage devra également justifier de compétences amiante.

Les sites concernés relevant de la réglementation amiante, l'assistant à maîtrise d'ouvrage devra également justifier de compétences amiante.

Le programme de travaux devra être évalué et proposé en complément des cibles énergétiques en fonction de l'état du patrimoine existant ; liste non exhaustive des besoins de type mise en sécurité électrique, contrôle et traitement de la solidité comme le renforcement de charpente, traitement des désordres spécifiques et identifiés lors des visites, l'embellissement des logements et/ou parties communes...

Les TITULAIRES sont réputés connaître la réglementation applicable à leur intervention, tant celle actuellement en vigueur que celle à venir. Il appartient au TITULAIRE de prendre en compte l'évolution de la réglementation et d'adapter en conséquence ses conditions d'exécution de la mission.

Article 4 : Durée

Le présent marché est passé pour une durée de 18 mois. La date de démarrage du marché est fixée à la date de notification du marché.

Les délais comprennent l'ensemble des prestations, y compris celles relatives à la tranche optionnelle.

En aucun cas ces délais ne pourront être prolongés du fait de l'affermissement de ladite tranche optionnelle.

L'attributaire devra, dans le cadre de son mémoire technique, proposer une date maximale d'affermissement de la tranche optionnelle. Cette date devra permettre de garantir le respect du délai global d'exécution tel que fixé par le présent marché.

Missions	Dates
Démarrage de la mission	Octobre 2025
Etudes, visites, édition du préprogramme, audits patrimoniaux et énergétiques, conception du dossier de conception réalisation, etc.	Octobre 2025 à Mars 2026 (5 mois)
Consultation entreprises générales	Avril à Mai 2026
Phase candidature et phase offre (avec négociation)	Juin à Octobre 2026
Ordre de service travaux (phase APS) Septembre 2026	Septembre 2026
Démarrage des travaux (phase PRO validée)	Novembre 2026
Exécution des travaux	Novembre 2026 à novembre 2027

Article 5 : Pièces du marché

LE TITULAIRE déclare avoir une parfaite connaissance des pièces particulières et générales qui constituent le marché. En cas de contradiction éventuelle entre les pièces de marché, elles prévalent dans l'ordre indiqué ci-après.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant)
- Le cahier des clauses particulières CCP et ses éventuelles annexes
- Le DGPF
- Les documents d'acceptation et agrément de sous-traitants signés des 3 parties (DC4) et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché
- L'offre technique et financière du TITULAIRE (Mémoire technique de l'entreprise, ...)
- Les règlements de construction en vigueur

- Les documents techniques unifiés et normes AFNOR
- Les fiches C2E en vigueur lors de la phase d'engagement de l'opération

Article 6 : Dispositions générales

6.1 : Forme du prix

Le présent marché est traité : à prix global et forfaitaire

Le montant de la prestation devra être détaillée par phase de mission et par site (par patrimoine codifié par une HP) dans l'offre du TITULAIRE avec un détail des études spécifiques liés au nombre de sites.

Une facturation par site (par patrimoine codifié par une HP) et phase de mission sera demandée.

6.2 : Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti, car il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes.

6.3 : Tranches optionnelles

Le présent marché est décomposé en deux (02) tranches.

- Une tranche ferme portant sur 71 logements,
- Une tranche optionnelle relative sur 19 logements, activable par décision de la MOA selon les conditions de réalisation de la première tranche et des arbitrages budgétaires.

Article 7 : Description des prestations

7.1 : Description

Dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des logements les plus énergivores et pour répondre aux obligations de la loi climat-Energie, France Loire a ciblé 41 projets pour la réalisation de travaux de rénovation thermique de logements sociaux. La mission de l'AMO porte sur l'accompagnement global du maître d'ouvrage depuis les études initiales jusqu'à la validation des phases PRO, et comprend également l'assistance à la consultation d'entreprises.

Le titulaire devra présenter une équipe qualifiée, incluant au minimum :

- 1 référent audit énergétique (certifié RGE ou OPQIBI)
- 1 référent technique
- 1 spécialiste montage CEE/FEDER
- 1 interlocuteur unique pour le MOA

La mission consiste en :

➤ 1^{ère} partie : Etudes initiales

- La réalisation des **audits énergétiques sur chacun des sites** sur la base de **calcul TH-C-E ex et 3CL** des logements concernés avec au minimum 2 scénarii (un minimal pour atteindre la classe D et un autre pour atteindre la classe C en

étiquette nouveau DPE). L'audit doit intégrer les coûts prévisionnels, CEE estimés, et fiches actions ADEME.

La prestation ici définie s'inscrit dans la conformité à la norme NF EN 16247-1. L'audit énergétique, objet du présent doit permettre, à partir d'une analyse détaillée des données du (des) bâtiment(s), de dresser une proposition chiffrée et argumentée de programmes d'économie d'énergie cohérents avec les objectifs du Grenelle de l'Environnement et dans le cadre des textes relatifs à la Transition Energétique et amener le maître d'ouvrage à décider des investissements appropriés. L'audit devra être fait par type de logements (T2/T2 mitoyen, T3/T3 mitoyen...). Le nombre de typologies n'est pas déterminé à ce stade et sera librement apprécié par le prestataire conformément à la norme NF EN 16247-1. L'audit doit permettre au maître d'ouvrage de décider, en connaissance de cause, chiffres en main, le programme des interventions que nécessite son (ses) bâtiment(s) pour améliorer sa (leur) performance énergétique. Pour la réalisation de la prestation, le TITULAIRE devra se référer et se conformer au CAHIER DES CHARGES AUDIT ENERGETIQUE DANS LES BATIMENTS de l'ADEME dernière version.

- L'établissement d'un programme fonctionnel et performanciel par site avec la définition d'un programme de réhabilitation conseillée ainsi que des cibles de performance à atteindre (ensemble des visites de site nécessaires comprises). Ce programme doit fixer le cadre qualitatif et donc économique de l'opération. Il prend en compte au minima l'angle énergétique et sécuritaire et dans un second temps le confort supplémentaire des locataires ou des travaux optionnels. Le programme sera ajusté en concertation avec le Maître d'ouvrage.

*La réalisation des audits patrimoniaux doit se faire sur chacun des sites. Cela implique une **visite de TOUS les sites** concernés par la présente consultation.*

Les relevés géomètre et les diagnostics Amiante et Plomb avant travaux seront lancées par le maître d'ouvrage avant et pendant la phase d'études de faisabilité de la présente mission.

Ce sera au titulaire du marché de vérifier la concordance des plans géomètres avec les logements qu'il visitera dans le cadre ces audits afin de repérer d'éventuelles anomalies (pièce supplémentaire ou non existante, etc.).

- Le contrôle (par sondage, etc.) lors des visites de site des plans géomètres, des diagnostics amiante et plomb transmis par le maître d'ouvrage y compris avec un listing des anomalies à transmettre au diagnostiqueur et/ou au géomètre.

Les relevés géomètre et les diagnostics Amiante et Plomb avant travaux seront lancées par le maître d'ouvrage avant et pendant la phase d'études de faisabilité de la présente mission.

- L'assistance à l'évaluation de la faisabilité économique de chaque projet (par site) en lien avec le service administratif et financement de la direction technique du patrimoine (transmission des données nécessaires à la faisabilité économique.)

Il s'agit essentiellement de documents à remplir/compléter. La liste desdits documents se trouve en Annexe 2. Il s'agit de :

- *Modèle de la fiche CI (à titre informatif annexe 2.1) ➔ Répartition des couts de l'offre par site, par lots techniques et taux de TVA*
- *Audit thermique par site (3CL et TH-C-E EX)*
- *Tableau récapitulatif des classes (à titre informatif annexe 2.2)*
- *Calcul de la base FEDER (calculer selon l'annexe 2.3 – fiche n°16 du FEDER avec une transmission du détail du calcul en cas d'atterrissage dans la classe C en TH-C-E EX ou en 3CL avec une base de montante de travaux supérieur à 250 000€).*

Par ailleurs, le TITULAIRE devra faire le calcul de la 3^{ème} ligne de quittance et en fournir le détail. Il devra également faire l'évaluation des CEE à un taux de 5,4 € le kWhCUMAC

en optimisant les fiches utilisées sur chaque scénario (rénovation globale ou fiche par travaux) et en s'assurant du respect de ses fiches dans la rédaction du CCTP.

En cas de remise en cause de la faisabilité économique des travaux de certains sites, le TITULAIRE devra fournir l'ensemble des éléments qui auront été réalisés jusqu'à ce stade pour les sites concernés.

- La préparation (c'est-à-dire la complétion) des documents (Fichier PowerPoint Standard ((cf. Annexe 3 à titre informatif)) potentiellement par site ou regroupés, nécessaires à la tenue du comité interne de faisabilité aux différentes étapes de la procédure (minimum 1 : phase candidature).
- Une fois la consultation validée en Comité d'investissement de faisabilité, le TITULAIRE devra l'établissement de l'ensemble des pièces nécessaires à la consultation en conception/réalisation (RC/CCAP/CCTP/DPGF/Annexes...)
- La préparation, la participation et la présentation des rapports d'analyse auprès des Commissions d'Appel d'Offres aux différentes étapes de la procédure (minimum 1 : phase candidatures) ainsi que la rédaction des comptes rendu associés.

➤ **2^{ème} partie : Etudes intermédiaires**

- L'adaptation des présentations faites en comité interne de faisabilité pour les Conseils de Concertation locative (cf. Annexe 4 à titre informatif).
- La rédaction des courriers aux locataires en vues des Conseils de Concertation des Locative et la collecte et compilation des informations issues du retour des locataires.
- L'assistance à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence permettant de choisir et de désigner le ou les opérateur(s) économique(s) chargé(s) de la conception et de l'exécution des travaux (y compris dans le cadre du plan France Relance si mis en place) et dans l'ensemble des réunions de mises au point avec le Maitre d'ouvrage autant que nécessaire pour le bon déroulement la consultation.
- La rédaction des questions et réponses aux candidats lors des différentes phases de la consultation pour mise en ligne sur marché sécurisé par le Maitre d'Ouvrage.
- La participation au questionnement/auditions des candidats et l'analyse des offres initiales et finales (avec un accent sur l'évaluation de la capacité des entreprises à respecter les objectifs fixés par la Maitrise d'Ouvrage) ainsi que la rédaction des Comptes-rendus associés.
- L'assurance de la compatibilité de la procédure avec le code des marchés publics.
- La préparation, la participation et la présentation des rapports d'analyse auprès des Commissions d'Appel d'Offres aux différentes étapes de la procédure (minimum 1 : phase offres) ainsi que la rédaction des comptes rendu associés.
- La préparation (c'est-à-dire la complétion) des documents (Fichier PowerPoint Standard ((cf. Annexe 5 à titre informatif)) potentiellement par site ou regroupés, nécessaires à la tenue du comité interne d'Engagement aux différentes étapes de la procédure (minimum 1 : phase offre).

- L'assistance à l'évaluation de l'engagement économique de chaque projet (par site) en lien avec le service administratif et financement de la direction technique du patrimoine (transmission des données nécessaires à l'engagement économique.)

Il s'agit essentiellement de documents à remplir/compléter. La liste desdits documents se trouve en Annexe 2. Il s'agit de :

- *Modèle de la fiche CI (à titre informatif annexe 2.1) ➔ Répartition des coûts de l'offre par site, par lots techniques et taux de TVA*
- *Tableau récapitulatif des classes et des coûts définitifs par opérations (à titre informatif annexe 2.4)*
- *Calcul de la base FEDER définitive par opération selon le DPGF fourni par l'entreprise (calculer selon l'annexe 2.3 – fiche n°16 du FEDER avec une transmission du détail du calcul en cas d'atterrissage dans la classe C en TH-C-E EX ou en 3CL avec une base de montante de travaux supérieur à 250 000 € par opération).*

Le TITULAIRE devra faire le calcul de la 3^{ème} ligne de quittance et en fournir le détail. Il devra également faire l'évaluation des CEE à un taux de 5,4€ le kWhCUMAC en optimisant les fiches utilisées sur chaque scénario (rénovation globale ou fiche par travaux) et en s'assurant du respect de ses fiches dans la candidature et les offres du candidat.

En cas de remise en cause de l'engagement économique des travaux de certains sites, le TITULAIRE devra fournir l'ensemble des éléments qui auront été réalisés jusqu'à ce stade pour les sites concernés.

- Une fois le programme définitif arrêté, le TITULAIRE devra la transmission de l'audit énergétique mis à jour (audit avec la méthode 3CL et TH-C-E ex).

➤ **3^{ème} partie : jusqu'à la fin des phases APD/PRO**

- Une fois l'opérateur économique choisi, le TITULAIRE aura en charge le suivi des phases APS, APD, PRO y compris validation des Déclarations Préalable de Travaux.

7.2 : Délais d'exécution

Les délais de restitution des différents livrables suivant les différentes phases seront ceux proposés par le TITULAIRE dans son mémoire après validation du maître d'ouvrage lors du lancement de la mission.

7.3 : Prolongation du délai d'exécution ou sursis de livraison

Lorsque le TITULAIRE est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution ou de livraison, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution ou de livraison.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le TITULAIRE signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de livraison ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.5 : Accès au site

7.5.1 : Accessibilité aux bâtiments

Le Maître d'ouvrage s'engage à :

- Permettre au TITULAIRE l'accès aux lieux sur lesquels il doit intervenir (clé – badge – passe – code d'accès...) ;
- Fournir à la demande du TITULAIRE toutes les informations dont il dispose, qui soient nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le TITULAIRE s'engage à :

- Conserver précieusement les modes d'accès (clé – badge – passe – code d'accès...) qui lui seraient prêtés sur la durée de l'intervention.
- Remettre ces accès à la date d'expiration et échéance de la commande.
- Supporter les conséquences en cas de perte ou de non-restitution de ces modes d'accès, dans les conditions définies à l'article " Pénalité ".
- Respecter le règlement intérieur des immeubles.
- Respecter et à faire respecter la jouissance paisible des lieux par les locataires et par le gestionnaire de l'Immeuble.
- Limiter le bruit en privilégiant les heures creuses, respecter les créneaux horaires autorisés ou réglementaires.

7.5.2 : Prise de contact avec les locataires

En cas de nécessité d'une visite dans un logement occupé, le prestataire devra prendre contact directement par téléphone avec le locataire en place pour convenir d'un rendez-vous précis sur une plage d'une demi-journée pour la réalisation de sa prestation.

Avant cette prise de contact, le Maître d'Ouvrage aura averti par courrier les locataires en place du passage de son prestataire. Le TITULAIRE devra indiquer au Maître d'Ouvrage le nom et les coordonnées de la personne en charge de la prestation de manière à intégrer cette information dans le courrier d'information.

Le numéro de téléphone indiqué devra être non surtaxé (article 87 de la loi de modernisation de l'économie - dite "LME") afin que le locataire puisse éventuellement recontacter le prestataire pour modifier le créneau proposé.

Les interventions du TITULAIRE devront être réalisées dans des créneaux horaires convenables : 8h-18h.

Toute annulation du rendez-vous de la part du prestataire doit être immédiatement indiquée au locataire et un nouveau créneau de visite doit-être arrêté.

24 h avant son passage, le prestataire confirme par téléphone le rendez-vous au locataire.

Durant son intervention, le prestataire se rend sur le site concerné à la date et dans la plage horaire convenue avec le locataire. En cas de retard prévisionnel, il doit informer

directement le locataire au plus tôt par téléphone. De plus, il avertit au plus tôt le Maître d'Ouvrage de toutes difficultés rencontrées.

7.5.3 : Déplacement de mobilier

Les déplacements de mobilier nécessaires à l'exécution des prestations doivent être effectués par les habitants dès lors que l'information qui leur a été transmise aura été suffisante.

7.4 : Contrôle de la prestation

Le pouvoir adjudicateur exercera un contrôle qualitatif et quantitatif de la prestation à toutes les étapes clés de la mission. Ce contrôle portera notamment sur :

- Le respect des délais annoncés dans le planning validé,
- La qualité des audits et livrables transmis (conformité aux normes, cohérence technique et économique),
- La pertinence des analyses proposées et des réponses apportées en phase de consultation,
- L'implication et la réactivité de l'équipe projet,
- Le respect des engagements de moyens mentionnés dans l'offre.

Le titulaire est pleinement responsable du respect du calendrier et du suivi des échéances et jalons définis. Il lui revient de garder en mémoire et de maîtriser l'ensemble des échéances sans attendre de rappel de la part du maître d'ouvrage. L'absence de relance ne saurait en aucun cas constituer un motif recevable de retard ou de non-production de livrables. Le prestataire est tenu de prendre l'initiative d'alerter le maître d'ouvrage en cas de difficulté.

Le titulaire devra prévoir une réunion de validation à la remise de chaque livrable. En cas de non-conformité ou de défaut de qualité, des demandes de reprise pourront être formulées par écrit ou à l'oral. Si les écarts sont répétés ou non corrigés, des pénalités pourront être appliquées dans les conditions prévues au CCP.

Article 8 : Modification du marché en cours d'exécution

En cours d'exécution du marché, un avenant peut être conclu entre les parties aux présentes, uniquement pour les motifs ci-dessous listés et selon les modalités ci-après indiquées.

8.1 : Limites à la conclusion d'avenant

Aucune modification du présent marché ne peut intervenir sans la conclusion préalable d'un avenant, signé entre les parties.

En toutes hypothèses, les modifications apportées au présent marché ne peuvent avoir, ni pour objet ni pour effet, d'apporter des changements substantiels, susceptibles de remettre en cause les conditions de passation du présent marché.

L'impact financier de l'ensemble des avenants susceptibles d'être conclus, pendant toute la durée du marché, ne saurait entraîner une modification du prix initial qui serait supérieur à 10%, étant inclus dans ce calcul le montant des variations éventuelles du prix du marché.

8.2 : Changement de TITULAIRE en cours d'exécution du marché

Le TITULAIRE du présent marché, soumissionnaire unique ou membre d'un groupement d'entreprises, tel qu'il a été désigné aux termes de la consultation relative à la passation du présent marché, est tenu d'exécuter ses obligations contractuelles jusqu'au terme du contrat ou jusqu'à ce que ce dernier soit résilié.

A ce titre, aucune substitution du TITULAIRE, ou d'un membre du groupement dont le TITULAIRE est mandataire, ne peut intervenir pendant toute la durée d'exécution du marché.

A titre exceptionnel, le POUVOIR ADJUDICATEUR est susceptible d'accepter un changement de TITULAIRE, notamment pour les deux hypothèses ci-dessous décrites.

8.2.1 : Cession de l'activité du TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE entend céder totalement ou partiellement les droits et obligations qui résultent du présent marché, à la suite d'une transmission partielle ou totale de son activité, un avenant peut être envisagé avec le POUVOIR ADJUDICATEUR.

En ce cas, et préalablement à toute cession des droits et obligations issus du présent marché, le TITULAIRE sollicite l'avis du POUVOIR ADJUDICATEUR par un courrier écrit envoyé avec accusé de réception au moins 15 jours calendaires avant la cession d'activité envisagée.

Ce courrier indique l'identité du cessionnaire accompagné d'un extrait Kbis, la date envisagée pour la cession d'activité, comporte un décompte financier des prestations ayant été exécutées au titre du marché, et est accompagné des pièces permettant d'apprécier les capacités techniques, professionnelles et financières du cessionnaire, telles qu'elles ont été exigées du TITULAIRE lors de la consultation afférente au présent marché.

En cas d'acceptation de la cession par le POUVOIR ADJUDICATEUR, un avenant au marché est passé avec le cessionnaire. Le TITULAIRE initial est libéré de ses engagements contractuels.

En cas de refus du POUVOIR ADJUDICATEUR, le marché peut être résilié, sans que le TITULAIRE ne puisse élever une quelconque réclamation.

8.2.2 : Impossibilité définitive de poursuivre l'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE du marché, ou l'un des membres du groupement d'entreprises dont il est le mandataire, se retrouve dans l'impossibilité objective de poursuivre l'exécution du marché, un avenant est susceptible d'être conclu avec le POUVOIR ADJUDICATEUR soit pour remplacer le TITULAIRE, soit, dans l'hypothèse d'un groupement d'entreprises, pour transférer les obligations du membre défaillant à un autre membre du groupement, pour lui substituer une autre société, ou encore pour substituer au membre défaillant une société tierce en tant que sous-traitant d'un des membres du groupement.

Il est à noter que l'impossibilité de poursuivre l'exécution du marché s'entend ici d'une circonstance indépendante de la volonté de l'ensemble des parties, telle que la liquidation judiciaire par exemple.

Un avenant de transfert partiel ou total du marché peut alors être conclu selon les modalités indiquées à l'article 8.2.1 du présent CCAP.

8.3 : Adaptation du marché aux évolutions des besoins du POUVOIR ADJUDICATEUR

Lorsque des adaptations au présent marché sont rendues strictement nécessaires pour son exécution, un avenant est susceptible d'être conclu entre les parties.

Ces adaptations peuvent notamment porter sur les points suivants :

- Retrait de prestations initialement prévues au marché et devenues sans objet
- Ajout de quantités supplémentaires de prestations ou de fournitures initialement prévues au marché
- Modifications d'éléments de patrimoine relevant du marché
- Adaptation à la marge des modalités d'intervention contractuelles du TITULAIRE (horaires, délais d'exécution, intervention des équipes dédiées etc.)
- Ajout de prestations non prévue au présent marché

Les modifications ci-dessus listées restent limitées dans les conditions prévues à l'article 8.1 du présent CCAP.

8.4 : Restructuration du POUVOIR ADJUDICATEUR

En cas de restructuration du POUVOIR ADJUDICATEUR ou de cession de son patrimoine entraînant un changement de POUVOIR ADJUDICATEUR, le marché pourra être résilié ou modifié par avenant.

Si cela entraîne une modification des prestations objet du marché, un avenant pourra être conclu d'un commun accord entre les parties.

Article 9 : Obligations particulières

En sa qualité de professionnel, le PRESTATAIRE est tenu à une obligation d'information et de conseil tant précontractuelle que contractuelle.

Il appartient au PRESTATAIRE de relever toute erreur, omission, imprécision ou contradiction qu'il décèle dans l'ensemble des documents de la consultation avant de remettre son offre. A défaut, il ne peut s'en prévaloir en cours d'exécution de son contrat pour réclamer un supplément de prix ni une quelconque indemnité.

Article 10 : Restitution des livrables

Les livrables seront transmis par voie dématérialisée.

Article 11 : Sous-traitance

LE TITULAIRE peut recourir à la sous-traitance pour l'exécution du présent marché. Il s'interdit de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.

Le TITULAIRE peut demander au POUVOIR ADJUDICATEUR l'autorisation de sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché en phase de remise des offres ou en cours d'exécution du contrat.

LE TITULAIRE ayant recours à la sous-traitance est réputé responsable de ses sous-traitants directs.

LE TITULAIRE qui entend sous-traiter une part de son marché s'engage à faire agréer son sous-traitant ainsi que ses conditions de paiement par le POUVOIR ADJUDICATEUR avant toute intervention de celui-ci.

11.1 Agrément du sous-traitant

La présentation de tout sous-traitant se fera au minimum 15 jours avant le début de l'intervention programmée du sous-traitant.

Elle se fera via le formulaire DC4 relatif à la sous-traitance (téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr) comprenant les informations et les documents suivants :

- la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- une description précise des prestations du marché qui sont sous-traitées
- le chiffre d'affaire des trois dernières années pour des prestations similaires à l'objet du marché
- une liste des références professionnelles pour des prestations similaires à l'objet du marché
- une liste des moyens humains dédiés aux prestations sous-traitées
- une description du matériel dédié à l'exécution du marché
- les modalités de paiement du sous-traitant et les conditions de variation du prix du contrat de sous-traitance
- le montant maximum à verser au sous-traitant bénéficiant d'un paiement direct (sous-traitance au moins égale à 600 euros)

Pour être agréé, le sous-traitant devra être inscrit et à jour sur la plateforme e-attestations mentionnée à l'article 14.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance intervient en cours de marché, il convient de présenter en supplément des documents ci-dessus listés, le document suivant :

- certificat de cessibilité de créance dont il aurait éventuellement bénéficié de la part du POUVOIR ADJUDICATEUR, afin d'attester qu'aucune cession de créance ne s'oppose au paiement direct du sous-traitant.

L'autorisation écrite du POUVOIR ADJUDICATEUR constitue, si elle est accordée, l'agrément du sous-traitant.

Les clauses du présent marché deviennent alors intégralement applicables au sous-traitant dans des conditions strictement identiques.

LE TITULAIRE établit une attestation écrite de la régularité de la situation de son sous-traitant au regard des obligations relatives au travail dissimulé.

Tout manquement à l'une quelconque de ces obligations est susceptible d'entraîner au choix du POUVOIR ADJUDICATEUR, et cumulativement, l'application des pénalités prévues au présent CCAP ou la résiliation de son marché.

11.2 Paiement du sous-traitant

11.2.1 Sous-traitance de montant inférieur à 600 euros TTC ou sous-traitance indirecte

LE TITULAIRE assure le paiement de son sous-traitant, lorsque le montant des prestations sous-traitées est inférieur à 600 euros TTC. Le sous-traitant direct assure le paiement des prestations réalisées par ses sous-traitants.

En application de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, LE TITULAIRE ou le sous-traitant direct délivre une caution personnelle et solidaire à son sous-traitant, obtenue auprès d'un établissement certifié et agréé, sous peine de nullité du sous-traité.

LE TITULAIRE ou le sous-traitant direct qui ne souhaite pas garantir personnellement les prestations sous-traitées par une caution personnelle et solidaire doit demander, conformément à l'article 14 de la loi précitée, à ce que soit établit une convention de délégation de paiement dans les formes prescrites par l'article 1338 du code civil.

Une convention tripartite de délégation de paiement est alors passée entre le sous-traitant, LE TITULAIRE (ou le sous-traitant direct en cas de sous-traitance en chaîne) et le POUVOIR ADJUDICATEUR. La demande est alors à remettre en 3 exemplaires dûment signés et datés des Parties.

11.2.2 Sous-traitance directe de montant égal ou supérieur à 600 euros TTC

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant a droit au paiement direct par le POUVOIR ADJUDICATEUR dans les conditions prévues au titre I de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Le détail de la partie à payer au sous-traitant doit être spécifiquement mentionné sur la facture.

Article 12 : Assurances et Responsabilités

LE PRESTATAIRE atteste avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle qu'il pourrait encourir en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés au POUVOIR ADJUDICATEUR ou à des tiers par l'exécution de ses prestations.

A ce titre, LE PRESTATAIRE s'engage à acquitter les primes et cotisations afférentes à ladite police d'assurance et, de manière générale, à respecter l'ensemble des obligations afin de couvrir l'ensemble des activités relatives au présent marché.

LE PRESTATAIRE s'engage à informer LE POUVOIR ADJUDICATEUR de toute modification de leur couverture. En cas de garantie notoirement insuffisante, LE PRESTATAIRE s'engage à modifier leur contrat d'assurance ou à souscrire une nouvelle police d'assurance dans les plus brefs délais.

Le TITULAIRE devra fournir une attestation d'assurance au plus tard au moment de la signature du Marché et en tout état de cause avant tout début d'intervention. Le

TITULAIRE devra ensuite communiquer l'attestation renouvelée par année calendaire et ce jusqu'à l'expiration du contrat.

Article 13 : Réparation des dommages

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du POUVOIR ADJUDICATEUR par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du TITULAIRE, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures.

Le TITULAIRE garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 14 : Documents nécessaires à l'attribution et conformité administrative en cours de marché

14.1 Plateforme E-ATTESTATIONS

Pour le recueil et la vérification des pièces réglementaires lors de l'attribution ainsi que pour le contrôle de la conformité administrative pendant la vie du marché (actualisation tous les 6 mois), France Loire utilise la plateforme en ligne **e-Attestations**.

Cette dernière permet au Titulaire de répondre simplement et gratuitement à ses obligations en tenant à jour son dossier administratif qui est mutualisé pour tous les donneurs d'ordres qui utilisent cette solution (démarches à effectuer une seule fois). Elle présente aussi l'avantage d'être directement connectée aux bases de certains organismes (URSSAF, Impôts ...) ce qui évite de déposer les documents associés (ou uniquement en cas de régularisation de votre situation).

Si le Titulaire n'est pas encore inscrit sur la plateforme, il communiquera le nom d'une personne de contact ainsi qu'une adresse mail à l'adresse indiquée par le Pouvoir Adjudicateur dans le courrier d'attribution provisoire. Le Pouvoir Adjudicateur effectuera alors l'inscription du Titulaire. Ce dernier recevra ensuite un mail avec ses identifiants et les instructions pour compléter son dossier avec les documents nécessaires.

14.2 Documents nécessaires à l'attribution et conformité administrative en cours de marche

Les articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique imposent au Pouvoir Adjudicateur de vérifier que le candidat auquel il envisage d'attribuer le marché n'entre pas dans un des cas d'exclusion qu'il cite. Le code du travail impose également certaines vérifications. Par conséquent, le compte e-attestations de l'attributaire du marché devra, **préalablement à la signature** du marché, et pour certains documents pendant la vie du marché, être à jour des documents suivants :

- **Attestation de vigilance** datant de moins de 6 mois (cotisations sociales URSSAF, MSA...) : document généré automatiquement si le candidat à jour de vos cotisations, à récupérer auprès de votre organisme et déposer uniquement en cas de régularisation ou si la solution n'est pas encore connectée à votre organisme

En cas d'obtention d'un accord de délai de paiement-échancier, le Titulaire contactera directement le Pouvoir Adjudicateur pour traiter cette situation particulière

- **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** : attestation automatique selon la situation (emploi ou non emploi) avec une déclaration en ligne sécurisée faisant foi en cas de contrôle
- **Attestation de régularité fiscale** : document généré automatiquement si le Titulaire est à jour de ses cotisations, à récupérer auprès du centre des impôts et déposer uniquement en cas de régularisation
- **Attestation d'assurance RC PRO** en cours de validité
- **Formulaire anti-corruption** présent sur la plate-forme E-attestations et complété.

Selon la situation du TITULAIRE (documents demandés ou pas dans e-Attestations pour compléter le dossier)

- Attestation PROBTP
- Certificat Congés Payés Chômage intempérie
- Attestation d'assurance décennale en cours de validité

Si le Titulaire est établi à l'étranger, il devra fournir tout document équivalent à ceux listés ci-dessus.

Par ailleurs, certains documents ne peuvent pas être gérés via e-attestations, le Titulaire devra donc transmettre au Pouvoir Adjudicateur (via marchés sécurisés) :

- Un Relevé identité bancaire (RIB)
- Une copie du/des éventuel(s) jugement(s) prononcé(s) (redressement judiciaire ...)

Dans l'hypothèse où le Titulaire souhaiterait détacher des salariés étrangers pour l'exécution du présent marché, il transmettra également les documents ci-dessous :

- Une copie de la déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail
- Une copie du document désignant le représentant national de l'entreprise établie à l'étranger

A défaut de mise à disposition de l'un des documents mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits par le Pouvoir adjudicateur, l'attributaire provisoire pourra être éliminé de la procédure et le marché pourra être attribué au candidat classé immédiatement après lui. A défaut de mise à jour de ces documents sur la plateforme susmentionnée, le marché pourra être résilié pour défaut de production des pièces réglementaires après mise en demeure restée infructueuse. A défaut d'indication du délai, le TITULAIRE dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 15 : Prix – Modalités de règlement

15.1 Définition du prix

Les prix sont réputés tenir compte de l'ensemble des charges fiscales, parafiscales et autres, frappant obligatoirement les prestations.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du présent marché, y compris ceux qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

15.2 Evolution des prix

Les prix du marché sont fermes, non actualisables et non révisables.

15.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Article 16 : Pénalités

16.1 Pénalités pour retard

En cas de non-respect des délais mentionnés à l'article 6.2 du présent CCAP et après mise en demeure préalable du TITULAIRE d'exécuter les prestations objet du marché restée infructueuse pendant 15 jours, le POUVOIR ADJUDICATEUR a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire **de 100 € par jour de retard.**

16.2 Pénalités pour non-fourniture de document

En cas de non-respect des délais de fourniture des documents mentionnés dans les pièces du marché et après mise en demeure préalable du TITULAIRE de fournir les documents restés infructueuse pendant 15 jours, le POUVOIR ADJUDICATEUR a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire **de 500 € par jour de retard.**

16.3 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

En cas de non-respect des obligations contractuelles mentionnées dans les pièces du marché et après mise en demeure préalable du TITULAIRE de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse pendant 15 jours, le POUVOIR ADJUDICATEUR a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire **de 500 € par jour de retard.**

16.4 Autres sanctions en cas d'inexécution du marché

Chacune des parties peut suspendre l'exécution de l'une de ses obligations si l'autre partie n'exécute pas le contrat et que cette inexécution est susceptible d'avoir des conséquences particulièrement dommageables, et ce après une mise en demeure préalable de 15 jours calendaires par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans l'hypothèse où une prestation prévue au contrat n'a pas été exécutée correctement, le POUVOIR ADJUDICATEUR pourra valablement accepter ladite prestation et en demander une réduction proportionnelle du prix. Un accord entre les parties est consigné par écrit. La réduction est directement déduite de la prochaine facture.

Article 17 : Résiliation

17.1 Résiliation de plein droit

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du POUVOIR ADJUDICATEUR, pour la partie afférente à l'un quelconque des prestataires et sans que celui-ci ou ses ayant droit ne puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- en cas de décès du prestataire, sauf droit pour le POUVOIR ADJUDICATEUR d'accepter les offres des héritiers ou des successeurs du prestataire.
- en cas de dissolution de l'entreprise si celle-ci est constituée en société.
- en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire : le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.
En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du TITULAIRE.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement.
- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du TITULAIRE compromettant la bonne exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

17.2 Résiliation aux torts du PRESTATAIRE

LE POUVOIR ADJUDICATEUR peut résilier le présent marché aux torts du PRESTATAIRE :

- En cas d'inexactitude des renseignements fournis par un PRESTATAIRE tant au stade de sa candidature, qu'à celui de l'attribution du présent marché.
- En cas de non-transmission, dans les délais impartis, et après mise en demeure restée infructueuse, des pièces et documents exigés semestriellement au titre de la réglementation sur le travail dissimulé et conformément à l'article 13 du présent CCAP.
- En cas de non-respect des délais mentionnés à l'article 6.2
- Si le PRESTATAIRE a fait obstacle à l'exercice du contrôle des prestations, fournitures par le POUVOIR ADJUDICATEUR mentionné à l'article 6.4
- Si le PRESTATAIRE s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux.
- Lorsque le TITULAIRE a contrevenu aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité sur toute communication, de la part de l'organisme, de renseignements ou documents confidentiels mentionnées dans l'article « protection des données personnelles » de l'article 21
- En cas de défaillance répétée du TITULAIRE
- Plus généralement, en cas de méconnaissance de ses obligations contractuelles, ses obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le PRESTATAIRE dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

17.3 Résiliation aux torts du POUVOIR ADJUDICATEUR

Le titulaire du présent accord-cadre pourra, et après mise en demeure restée sans effet durant 2 mois, résilier celui-ci aux torts du maître d'ouvrage si celui-ci méconnaît gravement ses obligations.

Article 18 : Marchés de prestations similaires (marchés de services uniquement)

Le POUVOIR ADJUDICATEUR se réserve la possibilité de conclure de nouveaux marchés portant sur des prestations de services similaires à l'objet du marché principal. Ces marchés devront être passés avec le titulaire du marché initial. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 19 : Election de domicile

Les Parties conviennent d'élire domicile en leur Siège respectif pour les besoins de l'exécution du présent marché

Article 20 : Notification

Toute notification relative à l'exécution du présent marché sera valablement faite au domicile élu par les Parties.

Article 21 : Règlement des différends

Pour tous différends ou divergences d'interprétations relatifs à l'exécution ou à la cessation de la présente convention, les parties conviennent, préalablement à la saisine de toute instance judiciaire, de désigner des conciliateurs, chacune en désignant un, sauf à s'accorder sur le choix d'un seul dans le délai de 30 jours suivant la survenance du litige.

A défaut de solution amiable dans un délai de 2 mois suivant la désignation du ou des conciliateurs(s), le litige sera porté devant le **Tribunal Judiciaire du Siège** du POUVOIR ADJUDICATEUR.

Article 22 : Obligation de confidentialité

Les parties s'engagent à conserver confidentielle, en toutes circonstances et qu'elle qu'en soit la cause, l'ensemble des informations transmises entre elles.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de France Loire.

Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de

ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du Code civil.

Article 23 : Protection des données personnelles

Le TITULAIRE propose un service d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le POUVOIR ADJUDICATEUR. Son personnel amené à traiter les données personnelles dispose des compétences et formations nécessaires, notamment, en ce qui concerne le respect des réglementations en vigueur.

Le TITULAIRE reconnaît présenter les garanties suffisantes, notamment en termes de connaissance, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles satisfaisant aux obligations légales et réglementaires en matière de protection des données, et s'engage à respecter les dispositions suivantes conformes aux Clauses Contractuelles Types entre les Responsables de traitement et les Sous-traitants adoptées dans la décision d'exécution (UE) 2021/915.

Le Titulaire est autorisé à traiter des Données Personnelles pour le compte du Maître d'ouvrage dans le cadre des traitements décrits ci-après :

1. Objet des traitements

Le Titulaire ne sera pas amené à traiter de données personnelles dans le cadre de ce marché. Toutefois, s'il était amené à en traiter durant le présent marché, il s'engage à prendre contact rapidement avec le Maître d'ouvrage afin de compléter par avenant la présente clause.

2. Durée

Le Titulaire ne traitera pas de données pendant la durée du Marché.

3. Nature et finalité des traitements

Sans objet

4. Type de Données Personnelles traitées

Sans objet

5. Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre sont : Sans Objet

6. Rôle du titulaire et de ses éventuels sous-traitants

Le Titulaire et ses sous-traitants agissent en qualité de sous-traitant du Maître d'ouvrage, responsable de traitement.

7. Politique de protection des données

Le Titulaire s'engage à communiquer au Maître d'ouvrage au plus tard au jour de la signature du Marché la politique de protection des données appliquée au sein de sa société.

Cette politique décrira notamment les mesures techniques et organisationnelles mise en œuvre par le Titulaire pour assurer la sécurité et la confidentialité des données dans le cadre de l'exécution du Marché.

Parallèlement, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des programmes de formation et de sensibilisation relatifs à la protection de la vie privée et des Données Personnelles à destination de ses salariés et sous-traitants ayant accès en permanence ou régulièrement aux Données Personnelles.

Le Titulaire s'engage à communiquer sans délai au Maître d'ouvrage toute modification et/ou évolution de sa politique de protection des données.

8. Traitement des Données Personnelles

Le Titulaire s'engage à procéder au traitement des Données Personnelles conformément aux instructions qu'il reçoit du Maître d'ouvrage.

En particulier, le sous-traitant s'engage à :

- Ne pas prendre de copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des Données Personnelles qui lui ont été transmises ou qu'il a collectées au cours de l'exécution du marché en dehors de l'exécution du présent marché ;
- Prendre toutes les mesures utiles appropriées pour démontrer le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de protection des Données Personnelles ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des Données Personnelles ;
- S'engager à prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection par défaut ;
- Ne pas insérer de données étrangères à l'exécution du Marché dans les Données Personnelles ;
- Ne pas effectuer d'études statistiques sur les Données Personnelles ou de traitement autre que celui demandé par le responsable de traitement ;
- Ne pas utiliser tout ou partie des Données Personnelles, dites de production, pour réaliser les phases de développements, de tests, de simulations ou de recette ;
- Notifier immédiatement toute modification ou changement pouvant impacter le traitement des Données Personnelles ;
- Respecter les droits d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression, le droit à la limitation du traitement et le droit à la portabilité dont bénéficient les personnes concernées. Ainsi, si les personnes concernées devaient contacter directement le TITULAIRE pour exercer leurs droits, ce dernier communiquerait leurs demandes au responsable de traitement dans un délai maximum de trois jours ouvrés et il coopérerait avec le responsable de traitement. Le TITULAIRE ne fera droit à ces demandes que sur instruction écrite et préalable du responsable de traitement à cette fin.

9. Sécurité du traitement

Le Titulaire s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des Données Personnelles qui lui sont communiquée et à ce que les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en place répondent notamment aux exigences suivantes :

- La mise en place d'un engagement de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les Données Personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité renforcée ;
- L'élaboration de mesures restrictives d'accès aux Données Personnelles permettant de s'assurer que les personnes habilitées à utiliser le système de traitement de Données Personnelles ne puissent accéder qu'aux Données Personnelles auxquelles elles sont habilitées à accéder pour l'exécution de leur mission conformément à leurs droits d'accès et que, dans le cadre du traitement et de l'utilisation après stockage, les Données Personnelles ne puissent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation ;
- La mise en place de mesures pour empêcher le transfert des Données Personnelles à toute personne/entité non autorisée ;
- La mise en place d'une journalisation des connexions permettant de tracer les accès aux Données Personnelles ;

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à ce que les mesures de sécurité techniques mises en place répondent à minima aux exigences suivantes :

- La définition d'une méthode de gestion des risques et une politique associée de management des risques de la confidentialité et de la sécurité (incluant notamment des analyses d'impact et des risques) ;
- La mise en place d'outils permettant de s'assurer que les Données Personnelles ne peuvent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation au cours de leur transfert électronique, de leur transport ou de leur stockage, et que les entités destinataires de tout transfert de Données Personnelles via les installations servant au transfert de données peuvent être identifiées et vérifiées ;
- L'établissement d'une piste d'audit afin de renseigner si quelqu'un, le cas échéant, a accédé, modifié ou supprimé des Données Personnelles du traitement. Les journaux de sécurité essentiels seront conservés pendant une durée de 12 mois ;
- La mise en place de contrôles permettant de s'assurer que les Données Personnelles sont protégées contre les destructions ou les pertes accidentelles ;
- La mise en place de mesures permettant de veiller à ce que les Données Personnelles fournies par le responsable de traitement puissent être traitées distinctement des données personnelles des autres clients en utilisant des séparations logiques ;
- Des mesures sécurisées d'authentification pour l'accès aux outils notamment au moyen de mots de passe respectant les recommandations de la CNIL ;
- Des mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications (alarmes, badges, vidéosurveillance, etc.).

En tout état de cause, le TITULAIRE s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des Données Personnelles, à les remplacer par des moyens d'une performance supérieure.

10. Notification d'une violation de Données Personnelles

Une violation de données s'entend comme une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à des tiers de Données Personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Le Titulaire s'engage à notifier sans délai au Maître d'ouvrage, et en particulier à la personne désignée comme point de contact, par téléphone et par courriel (contactinformatiqueetliberte@franceloire.fr) puis confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception, toute violation de données.

Cette notification doit préciser :

- La nature et les conséquences de la violation de données ;
- Les catégories et le nombre approximatif de données ;
- les mesures déjà prises ou celles qui sont proposées pour y remédier ;
- Les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues ; une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par l'Incident.

Dès qu'il est informé d'une violation de données, le Titulaire procède à toutes les investigations utiles sur les manquements aux règles de protection afin d'y remédier promptement, au mieux de ses possibilités et de faire en sorte d'en diminuer l'impact pour les personnes concernées.

Le Titulaire s'engage à informer le Maître d'ouvrage de ses investigations, à les lui communiquer et à répondre favorablement à toute demande de collaboration émanant de ce dernier.

11. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins 15 jours ouvrés avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage aurait autorisé par écrit, expressément et préalablement, le Titulaire à sous-traiter les prestations confiées, le Titulaire s'oblige à conclure un contrat qui se réfère à la totalité des obligations et des garanties stipulées aux présentes, et à tenir à la disposition du Maître d'ouvrage une liste qu'il tient à jour du ou des sous-traitants impliqués dans le traitement de Données Personnelles et la communique à première demande de ce dernier.

Il est rappelé au Titulaire que celui-ci est et demeure pleinement responsable devant le Maître d'ouvrage de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations en matière de protection des Données Personnelles.

12. Transferts internationaux

Le Titulaire privilégie l'hébergement et le traitement des Données Personnelles au sein des datacenters situés sur le territoire de l'Union Européenne pendant toute la durée du Marché.

Ainsi, le Titulaire évitera tout flux transfrontalier de Données Personnelles, quel qu'il soit, en dehors du territoire de l'Union Européenne, sauf consentement préalable et écrit du Maître d'ouvrage.

Dans le cas où le Titulaire serait autorisé par écrit, expressément et préalablement au transfert, par le Maître d'ouvrage, à transférer ces Données Personnelles hors du territoire de l'Union Européenne, notamment dans le cadre de la sous-traitance des prestations qui lui sont confiées par le Titulaire, et que ce transfert a lieu vers un pays « n'offrant pas un niveau suffisant de protection des Données Personnelles » par la Commission Européenne, le Titulaire aura l'obligation – préalablement à tout transfert –

de formaliser une convention de transfert de Données Personnelles hors de l'Union Européenne signée entre le Titulaire, agissant en qualité de mandataire du Maître d'ouvrage et d'« exportateur de Données Personnelles » et son sous-traitant qualifié d'« importateur de Données Personnelles » et de faire respecter scrupuleusement les termes et obligations de cette convention par son sous-traitant, sur la base des Clauses Contractuelles Types de la Commission européenne, ou le cas échéant, de celles adoptées par une autorité de contrôle conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence, puis par la Commission.

13. Responsabilité

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'entrepreneur en cas de non-respect de la présente clause.

14. Tenue du Registre

Le Titulaire en tant que sous-traitant, donnera au Maître d'ouvrage accès au registre des traitements sur demande.

15. Conservation des données

Au terme du Marché, le Titulaire s'engage à restituer les fichiers et données au Maître d'ouvrage dans les conditions spécifiées par celui-ci puis à détruire tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations collectées, sauf disposition impérative contraire résultant du droit communautaire ou du droit d'un Etat membre de l'Union européenne applicable aux traitements objets des présentes.

Le Titulaire s'engage à fournir à première demande et dans un délai raisonnable un certificat de suppression des Données Personnelles au Maître d'ouvrage.

16. Audit

Le Titulaire s'engage à répondre aux demandes d'audit du Maître d'ouvrage ou d'un tiers de confiance sélectionné, reconnu en tant qu'auditeur indépendant, c'est-à-dire indépendant ayant une qualification adéquate, et libre de fournir les détails de ses remarques et conclusion d'audit au Maître d'ouvrage. Les audits doivent permettre une analyse du respect par le Titulaire de ses obligations au titre du Marché, ainsi qu'au titre de la Réglementation Informatique et libertés.

Les audits sont aux frais du Maître d'ouvrage, en revanche, les mesures de mise en conformité préconisées dans le cadre desdits audits sont placées intégralement à la charge du Titulaire défaillant, sans préjudice de l'application éventuelle des pénalités stipulées à la clause intitulée « Responsabilité » des présentes, ainsi que des sanctions prévues.

17. Coopération

Le sous-traitant s'engage à coopérer avec le responsable de traitement afin de permettre le respect des obligations pesant sur le responsable de traitement au regard de la Réglementation Informatique et libertés, telles que notamment ses obligations de notification à l'autorité de contrôle et de communication d'une violation de données aux personnes concernées.

En cas de contrôle d'une autorité compétente, les Parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle mené ne concernerait que les traitements mis en œuvre par le TITULAIRE en tant que responsable du traitement, le TITULAIRE fera son affaire du contrôle et s'interdira de communiquer ou de faire état des Données Personnelles du responsable de traitement.

Dans le cas où le contrôle mené chez le Titulaire concernerait les traitements mis en œuvre au nom et pour le compte du responsable de traitement, le Titulaire s'engage à en informer immédiatement le responsable de traitement et à ne prendre aucun engagement pour ce dernier.

En cas de contrôle d'une autorité compétente chez le responsable de traitement portant notamment sur les prestations délivrées par le Titulaire, ce dernier s'engage à coopérer avec le responsable de traitement et à lui fournir toute information dont ce dernier pourrait avoir besoin ou qui s'avèrerait nécessaire.

18. Non-respect des clauses et résiliation

Le POUVOIR ADJUDICATEUR se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'entrepreneur en cas de non-respect des présentes clauses.

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du Titulaire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au Titulaire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le Titulaire informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- Le traitement de données à caractère personnel par le Titulaire a été suspendu par le responsable du traitement et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- Le Titulaire est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- Le Titulaire ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation du contrat, le Titulaire supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

à, le :	à, le :
Signature et cachet de du prestataire	Signature et cachet de FRANCE LOIRE